

Lundis du Cevipof  
10 mars 2008-03-10

Compte-rendu réalisé par Sara Casella Colombeau, doctorante.

« Refuser la misère. Quelle est l'actualité de la pensée politique de Joseph Wresinski ? »

Jean-Michel Belorgey, conseiller d'Etat, rapporteur de la loi sur le RMI  
Gil Delannoi, directeur de recherche FNRS, responsable du pôle « pensée politique, histoire des idées » au Cevipof  
Emmanuel DIDIER chercheur au CESDIP, spécialiste des indicateurs de la pauvreté  
Jean Tonglet, directeur du Centre international Joseph Wresinski

### **Nonna Mayer**

Ce Lundi du Cevipof n'est pas tout à fait comme les autres séances, qui sont généralement l'occasion de se pencher sur des travaux de recherche ou un problème d'actualité. Aujourd'hui il s'agit d'analyser l'action d'un acteur de la lutte contre la pauvreté

### **Jean-Michel BELORGEY (voir le texte intégral sur le site...)**

Jean-Michel Belorgey introduit son intervention en indiquant qu'il veut montrer comment le père Wresinski, dont la pensée était pour l'essentiel spirituelle, s'est révélé un fin politique et a conduit le mouvement qu'il animait à un certain succès.

Le père Wresinski avait une réflexion sur le vivre ensemble, qui dépassait le strict champ de la pauvreté. Jean-Michel Belorgey a connu le père Wresinski dans les années 60, lorsque Jacques Delors lui avait confié la charge de la formation professionnelle, et des relations avec les mouvements sociaux et associatifs. A l'époque le mouvement ATD avait fait l'objet d'une remise en cause, de la part de sociologues critique d'une forme d'encadrement et de management des catégories de pauvres ou de personnes exclues. Le père Wresinski souffrait beaucoup de cette mise en cause.

Le messianisme du père et ses échos dans les paroles des familles et des militants du quart monde étaient peu accessibles aux commentateurs des interventions sociales, et difficilement « comestibles » pour des penseurs de gauche, le tout conduisant à une incompréhension de la familiarité de Jean Michel Belorgey avec le père Wresinski. La très grande modestie du père, son souci de ne pas heurter les pouvoirs a dû aussi apparaître comme une révérence excessive. Et puis dans les années 70, l'idée qu'il n'y avait plus rien à faire dans le domaine du social et de l'extrême pauvreté était très vivace.

Jean-Michel Belorgey remarque qu'un des reproches qu'il pourrait faire au père Wresinski porte sur son rapport avec le mouvement ouvrier. A ses yeux sa posture à l'égard du pouvoir était satisfaisante mais il faisait preuve d'une rancœur excessive à l'égard de certaines forces de progrès : il aurait pu approcher les syndicats, qui auraient pu devenir des alliés, en surmontant les conflits entre le sous-prolétariat et le prolétariat. Jean-Michel Belorgey pense avoir été entendu en ce qui concerne cette revendication du rapprochement entre le sous-prolétariat et le prolétariat. Il prend pour un signe de progrès, le fait que récemment la CGT ait reporté son appel à la grève pour ne pas la faire coïncider avec la journée mondiale de

lutte contre la pauvreté. Un autre reproche que Jean-Michel Belorgey pourrait adresser au père est qu'il aurait dû s'appliquer plus fortement à nouer un dialogue avec des non-chrétiens, et dans le même temps peut être, être moins bienveillant avec certains chrétiens.

Le message du père Wresinski, pour qui l'éradication de la pauvreté était d'abord une affaire de droit de l'homme, a eu un rôle déterminant dans la mise en place de la loi sur le RMI, dont personne ne voulait, même pas la gauche. Celle-ci lorsqu'elle était dans l'opposition avait produit un projet intéressant mais dès qu'elle avait accédé au pouvoir, avait rejeté ce dispositif. La loi sur le RMI est d'ailleurs passée grâce à l'alliance entre la Ligue des Droits de l'Homme, ATD, l'abbé Pierre et Coluche. L'idée de départ était celle d'un grand texte, elle a abouti à la loi sur la cohésion sociale, pour sa part, Jean-Michel Belorgey n'est pas convaincu que ce texte apporte satisfaction.

A sa mort le père Wresinski avait acquis une maturité, une acuité de sens politique exceptionnels dans son analyse, même ses coups de gueule étaient calculés. Jean-Michel Belorgey raconte avoir été frappé par sa capacité à embrasser d'autres préoccupations sociales. Il regrette que la façon dont on parle du père et de son message ignore la rigueur des catégories d'analyses qu'il avait mises en évidence, inversement, les hommages rendus au père Wresinski paraissent à Jean-Michel Belorgey parfois excessivement suaves, en comparaison de cette énergie heureusement pleine d'aspérités dont le père était porteur.

## **Gil DELANNOI**

Gil Delannoi précise que n'ayant pas connu le père Wresinski il a construit son intervention à partir de la lecture de ses ouvrages. Ses deux remarques principales portent, d'une part sur l'avenir malheureux des questions traitées par le père Wresinski et d'autre part sur le fait que ces dernières nous conduisent à nous confronter à la théorie de la démocratie et à examiner le rapport particulier entre démocratie et pauvreté.

Gil Delannoi part d'un constat qu'un simple voyageur pourrait établir : partout nous constatons dans le monde une persistance voire une aggravation du dénuement, de la pauvreté, que nous nous trouvons aux Etats-Unis, en Europe, en Inde ou au Brésil. Cette situation selon lui interroge le voyageur et le citoyen.

La deuxième entrée de Gil Delannoi, la théorie de la démocratie, lui permet de formuler la question suivante : est-il possible de concevoir des « citoyens-épaves » ? Gil Delannoi définit l'épave comme quelque chose à la dérive ou qui a échoué, quelque chose qui n'aura plus de fonction. Un citoyen épave est donc pris au sens d'existant comme, ou sous la menace de devenir, une épave. Or selon Gil Delannoi la présence de citoyen-épave perturbe le fonctionnement de la démocratie, en tant que régime politique qui repose sur l'égalité, certes pas de résultat, mais de principe entre les individus. Ainsi tous les droits doivent être égaux, or pour faire valoir des droits il faut un minimum d'égalité pratique.

Gil Delannoi précise que le fait qu'il existe des pauvres, une classe moyenne et des plus riches, ne constitue pas un problème en soi. Le problème est lié à la coexistence de l'extrême pauvreté et de l'extrême richesse. Gil Delannoi s'interroge sur la possibilité de fonctionnement et de la persistance d'une société qui comprend ces deux extrêmes.

Gil Delannoi s'interroge sur les raisons qui expliquent que la question de la pauvreté soit abordée de manière très limitée dans la théorie de la démocratie, c'est-à-dire uniquement sous l'angle des conséquences en termes d'exclusion du champ politique qu'entraîne la pauvreté.

Gil Delannoi présente un deuxième sujet d'interrogation : comment cette théorie actuelle se combine-t-elle avec l'environnement économique ? Une situation de pénurie n'est plus possible, dans une société égalitaire où la recherche de bien être et de la richesse est fondamentale. Gil Delannoi s'interroge donc sur les propositions de modèle théorique de la démocratie

L'un des mythes du système actuel consiste à dire que la croissance économique est toujours favorable car elle est favorable à tous, or si un même processus conduit à ce que certains roulent en Rolls et que d'autres n'aient même plus les moyens d'aller en vélo, ce processus n'est pas acceptable.

Gil Delannoi relève un sophisme courant dans les pays riches selon lequel l'ouvrier dans une société développée serait plus riche que le chef dans une société traditionnelle. Gil Delannoi insiste sur le fait que la comparaison en fait n'a aucun sens, car aucune de ces deux personnes n'aurait échangé sa place.

Gil Delannoi s'interroge donc sur les évolutions qui peuvent avoir lieu dans le domaine théorique. Il précise qu'il ne s'agit pas de dire qu'il n'y a pas de réflexion mais il relève un manque d'instruments, de principes et de débat nourri. Gil Delannoi note une autre raison, l'économisme ambiant, le discours des élites actuelles selon laquelle les économies en perte de vitesse sont celles qui n'ont pas su s'adapter. A l'opposé un raisonnement anti-capitaliste traditionnel ne fonctionne pas non plus.

Gil Delannoi conclut en rappelant deux points qui selon lui sont acquis. La grande pauvreté est un problème crucial et intolérable dans le contexte d'une démocratie car il s'agit d'un phénomène inégalitaire. Il faut donc trouver des moyens pratiques de mettre en œuvre ces principes.

## **Emmanuel DIDIER**

Emmanuel DIDIER introduit son intervention en évoquant le sens politique aigu du père Wresinski et l'attention particulière qu'il accordait aux instruments de l'action. Le père Wresinski est donc entré en contact avec l'INSEE pour se faire une idée précise des instruments statistiques utilisés par cet organisme.

Dans les années 70, l'INSEE pense en terme de « pauvreté », celle-ci étant définie en fonction des revenus. Le père Wresinski est alors convaincu que la pauvreté n'explique pas tout. Il met alors en avant la notion d'exclusion. Sous son influence, l'INSEE met en place une enquête multidimensionnelle, qui permet de traiter des différentes dimensions de l'exclusion

Aujourd'hui, selon Emmanuel Didier, nous assistons à une situation très étrange. Le Président a déclaré qu'il voulait faire baisser le taux de pauvreté d'un tiers en 5 ans. Pour ce faire il a chargé le Haut Commissaire aux Solidarités Actives de trouver un indicateur central,

monétaire qui serait accompagné d'indicateurs annexes (qui rendraient visibles les différents aspects de la pauvreté).

Cette évolution soulève des questions difficiles. En effet, la question de la pauvreté redevient centrale, même si des mesures annexes seront prises en compte.

Emmanuel Didier s'interroge sur l'orientation de cette politique : est-elle orientée vers la pauvreté ou vers l'exclusion ? Il engage à rester vigilant pour ne pas se laisser entraîner dans une lutte uniquement contre la pauvreté.

### **Jean TONGLET (voir le texte intégral sur le site....)**

Jean Tonglet précise que son intervention portera sur les relations qu'avait établies le père Wresinski avec les institutions. Elle a pour but d'illustrer brièvement la démarche et la pratique de ce dernier. Jean Tonglet caractérise cette démarche qui consistait à prendre au sérieux les idéaux proclamés par les institutions. En tant que citoyen français le père croyait en la devise républicaine comme il croyait en la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Jean Tonglet entend lever un malentendu, le père Wresinski ne se rendait pas à l'Elysée, ou à Matignon ou à Bruxelles, comme le président d'un syndicat de pauvres ou le défenseur de son ONG, ses propos n'étaient ni catégoriels, ni corporatistes. Au contraire son but était de réaffirmer un projet de civilisation, un projet que les plus pauvres ne cessaient de lui dicter, celui d'une civilisation, d'une démocratie, dans laquelle une priorité absolue serait accordée au sort des plus pauvres. Jean Tonglet note qu'il aurait été plus facile au père Wresinski de plaider des intérêts catégoriels. Il précise que le père Wresinski n'était pas hostile par principe à des avancées plus modestes par rapport à son ambition mais ne perdait jamais de vue cet objectif ultime.

Dès le début du mouvement, à la fin des années 50, le père Wresinski a essayé d'entrer en contact avec le Président. C'est après 1968 que le père entame sa première démarche officielle. Il participe à la rédaction d'un cahier de doléance alors que les plus pauvres sont dans des conditions extrêmes suite aux grèves. Un manifeste, *Les entravés sociaux*, fût envoyé à De Gaulle en 1969, mais il n'en prit connaissance qu'après le référendum qui signa son départ de la présidence de la République, c'est donc Pompidou qui reçoit le père Wresinski en 1972. Lors de la rencontre le père formule des propositions précises : droit au logement absolu et désignation d'un chargé de mission pour étudier la situation de la population en situation de grande pauvreté. Pompidou ne répond pas à ces demandes mais propose de faire un geste pour l'opinion publique : il organise une représentation théâtrale à la Comédie Française dont la recette sera reversée à l'organisation du père Wresinski. Ce dernier accepte à la condition que certaines places soient réservées à une délégation des familles les plus pauvres et que cette délégation soit reçue par le Président.

A la fin de l'été 1974 le père reprend ses démarches pour assurer une représentation des plus pauvres. Il dépose sa candidature pour être un représentant du quart monde au Conseil Economique et Social. Il réitère alors sa demande de nombreuses fois jusqu'en 1979, date à laquelle il y est nommé conseiller.

Jean Tonglet évoque en conclusion le trait caractéristique de la pensée et de la pratique du père Wresinski : il était selon lui l'homme d'une question. Il n'a jamais eu la prétention

d'avoir des réponses, encore moins d'avoir une réponse, l'unique réponse. Il a formulé cette question en juin 1987, lors du trentième anniversaire du Traité de Rome : « Ce que je fais, ce que je dis, ce que je propose permet-il une Europe où les plus pauvres seront enfin libérés, permet-il la création d'une Europe des droits de l'homme ? »

## Débat

Nonna Mayer fait une synthèse des quatre interventions en notant que la première rappelle la dimension chrétienne de la pensée du père Wresinski, la seconde sa dimension philosophique, la troisième sa dimension concrète, pratique, avec l'enjeu des statistiques, la dernière sa dimension politique, le rapport au pouvoir et à l'institutionnalisation.

Une personne de la salle interpelle les intervenants sur le flottement dans leur usage des notions de pauvreté et d'exclusion.

Jean-Michel Belorgey répond que selon lui il faut différencier deux approches, celle du mouvement qui désigne une couche singulière de population qui est en partie assimilable au sous-prolétariat, et une formule utilisée par le père Wresinski : la pauvreté historiquement constituée. Selon le père cette population se caractérise par le fait qu'elle a été privée de son identité, que d'autres ont parlé pour elle. Jean-Michel Belorgey remarque qu'une confusion est souvent faite entre quart monde et pauvreté. Or selon lui quand on parle de quart monde il ne s'agit pas de n'importe quelle pauvreté. D'autre part, selon Jean-Michel Belorgey, la notion d'exclusion a été utilisée avec précaution par le mouvement car dans les années 70 il y avait une tendance à dire que tout le monde était exclu. Jean-Michel Belorgey insiste sur la nécessité de prendre en compte la diversité des formes de pauvreté et d'exclusion et notamment les itinéraires de chute dans la pauvreté qui sont souvent ignorés.

Emmanuel Didier rappelle que le père et son mouvement ont utilisé un grand nombre de termes. Le terme « exclu » est lié à la parution de l'ouvrage de R. Lenoir en 1973, *Les exclus* qui fut un succès phénoménal. Le père Wresinski était très pragmatique, il n'avait pas d'antipathie pour Lenoir, il a donc décidé d'utiliser le terme pour profiter de la vague médiatique et parce que ce terme permettait de désigner à la fois la pauvreté culturelle et le déni de droit. Il remarque qu'on assiste aujourd'hui à un retour à l'utilisation du terme de « pauvreté » et il s'interroge sur la manière de qualifier ce retour : est-ce réactionnaire ou est-ce que cela correspond à un renouveau ?

Une personne de la salle intervient sur deux points : elle exprime sa surprise de voir qu'en France n'existe aucune statistique en termes de besoins reconnus comme fondamentaux, satisfaits ou non satisfaits, comme c'est le cas en Grande-Bretagne. Son deuxième point porte sur l'approfondissement des concepts utilisés pour désigner la pauvreté qui pourrait passer selon elle par une recherche des antonymes, pour une définition plus rigoureuse. Elle conclut en remarquant que la réflexion politique gagnerait à reconnaître l'aspect idéologique de la séparation théorique et pratique de l'économique et du social.

Jean Tonglet répond à l'intervention de la salle en précisant que la définition du Conseil Economique et Social éclaire beaucoup puisqu'elle pose la question de la « grande pauvreté », qui est le mot politiquement correct trouvé par le père Wresinski pour parler de la misère. Il rappelle que la distinction est importante mais qu'il convient d'établir une continuité : il existe de nombreux processus à l'œuvre dans nos sociétés qui conduisent certaines populations

fragiles à basculer dans la grande pauvreté si elles se trouvent dans une situation où les précarités se cumulent et se prolongent. Dans les années 70 nous faisons face à une société sans plancher, il n'existait qu'un filet de protection, Wresinski était là pour rappeler que la question de la démocratie est de bâtir un véritable plancher qui soit aussi un tremplin. Cette définition permet de prendre en compte la spécificité de la grande pauvreté sans l'isoler des autres processus, sans en faire une catégorie de population à part.

Jean Tonglet revient sur le terme de quart-monde, il y a selon lui beaucoup de malentendus, même au sein du mouvement ATD. Alfred Sauvy a créé le terme « tiers monde » par analogie avec le tiers état, comme ceux qui ne sont rien et qui veulent être tout. Le quart-monde est devenu porteur de l'identité de la population sous-prolétarienne qui se rassemblait dans le mouvement. Le père Wresinski entendait aussi faire référence aux « Cahiers du 4<sup>e</sup> ordre », il se voulait l'héritier d'un mouvement avorté en 1789.

Gil Delannoi intervient pour préciser qu'il souscrit à cet objectif de préciser les termes et qu'il va même plus loin, les termes peuvent avoir plusieurs antonymes.

Une personne de la salle intervient sur la question de la définition relative de la pauvreté dans l'intervention de Gil Delannoi. Elle révèle selon elle une question de fond sur les orientations économiques et politiques, qui est celle de savoir si la réduction des inégalités passe par l'augmentation des richesses (richesse incluant ici certains biens et services comme la santé et l'éducation). La question est donc: quelle est l'inégalité acceptable ou la richesse minimale?

Gil Delannoi précise qu'il a évoqué cette question pour faire part de son étonnement. Alors que le discours contre la pauvreté a longtemps mis en avant une croissance économique nécessaire, il se dit étonné que subsistent et augmentent des phénomènes de misère. Selon lui, dans une société d'abondance, la pauvreté subjective relative est infinie, si mon voisin a une plus belle voiture je suis pauvre par rapport à lui. Pour ce qui est de la pauvreté absolue, cette question n'a pas de raison d'être, or c'est de cette pauvreté que le père Wresinski parlait. Gil Delannoi affirme qu'il en vient même à remettre en cause le discours qui dit que nos sociétés s'enrichissent.

Jean-Michel Belorgey remarque que la question de la croissance et de la pauvreté rejoint celle des formes de répartition des richesses au sein des sociétés. Il y a des phénomènes de distance sociale dans l'organisation de la société qui font que ceux qui sont en deçà d'un certain seuil ne sont peut-être pas dans le manque absolu mais sont dans une situation de privation et de rejet significatifs, qui rendent leur vie moins digne d'être vécue que les autres. Il existe par ailleurs la pauvreté absolue. Jean-Michel Belorgey évoque la période où il a travaillé sur le projet de loi sur le RMI, il n'avait alors pas de moyens de calculer la pauvreté. Le montant du RMI a alors été défini à partir d'une distance de respect par rapport au SMIC ; le phénomène est devenu de plus en plus difficile à gérer, car il y a des revenus d'activité inférieurs de loin au SMIC, le RMI apparaissant comme exagérément bas pour satisfaire les besoins et exagérément haut par rapport au SMIC. Jean-Michel Belorgey met en garde contre une vision un peu mécaniste qui calcule le seuil de pauvreté en faisant le rapport entre le dernier décile et le décile moyen. Or cette mesure ne s'applique pas à tous les pays, il est donc nécessaire d'avoir pays par pays, région par région des études réalistes sur les économies de survie.

Une personne de la salle (Louis Joint-Lambert) propose de revenir sur la démarche du père Wresinski, son but était de comprendre et partager le réel de ce que vivait les gens afin

« d'agir avec ». C'est peut-être cela « l'impensé » de la pauvreté, dans notre société l'expérience des plus pauvres n'est pas une expérience du monde. Leur expérience et leur parole sur leurs expériences, leurs discours sur le monde sont invalidés, c'est cela l'exclusion. Ils ne sont pas des travailleurs, ils ne sont pas des parents qui honorent l'image de la responsabilité, s'ils sont en mauvaise santé c'est parce qu'ils fument. Il y a constamment une manière de présenter leur expérience du monde comme une fausse expérience du monde.

Qu'est-ce que la grande pauvreté : c'est le fait que pendant toute sa vie, un individu n'est pas reconnu comme digne d'intérêt. La personne prend alors la parole à partie en remarquant que dans le cas présent toute la salle se tait et l'écoute car il n'est pas pauvre. Selon lui la question politique se pose de cette manière. L'illettrisme est aussi lié à ce manque de reconnaissance. Même si on peut reconnaître une part de responsabilité à l'école, fondamentalement ce phénomène touche des enfants et des adultes dont l'expérience et la réflexion sur leur milieu n'intéressent personne.

Le père Wresinski a eu une très grande compréhension de ce processus mais il n'avait pas le discours théorique qui aurait conduit à une plus grande compréhension. Il avait simultanément une grande attente envers les chercheurs et en même temps il les empêchait d'empêcher les autres de penser par eux même, d'empêcher les gens de penser leur propre vie, leur propre expérience, tout en ayant un interlocuteur quand ils en auraient besoin.

Emmanuel Didier évoque les écrits du père Wresinski, et le caractère pragmatique de ce dernier et sa volonté de voir ATD avoir des effets. Il précise que selon lui, les moyens qu'on utilise pour représenter la réalité sociale influent sur la manière pour la traiter et d'intervenir. Mais il revient sur la critique adressée dans la salle sur les statistiques et rappelle l'attitude ambivalente du mouvement, car, dit-il, malgré tout, c'est ATD qui l'a contacté. Il conclut en remarquant qu'il s'agit d'une pratique très répandue : se servir des statistiques et dans le même temps en pratique critiquer des statistiques.

Une personne de la salle intervient pour exprimer son intérêt pour l'intervention sur les institutions, et insister sur le fait que dans son expérience personnelle elle a pu remarquer également que ce n'est pas la justice qui prend la défense des plus exclus mais l'exécutif, le président de la République.

Une autre personne dans la salle prend la parole pour aborder deux points. Tout d'abord elle précise qu'en tant que statisticienne elle se réjouit que le terme « d'indicateur » soit introduit dans le débat. Selon elle, ce terme porte à confusion, il est utilisé dans des sens très différents et il conviendrait que les chercheurs en sciences politiques se l'approprient et le discutent car il appartient au domaine du débat démocratique et non au domaine seulement technique et statistique. Dans un deuxième temps elle interroge les intervenants sur la question de la démocratie participative, et notamment demande si le père Wresinski avait abordé cette question.

Jean Tonglet intervient alors et donne quelques éléments de réponse sur la démocratie participative. Selon lui le père Wresinski s'est interrogé sur la question de la démocratie en termes de recours pour les plus pauvres aux différents niveaux de pouvoir politique. Ainsi, en Belgique un commissaire royal pour la lutte contre la pauvreté a été créé, son rôle était d'assurer une correspondance entre les souverains et les populations les plus pauvres, Jean Tonglet remarque que la capacité de recours à une autorité supérieure de la part des populations les plus pauvres est surprenante. Il précise aussi que le père Wresinski avait eu une réflexion sur le rapport aux pouvoirs locaux, notamment sur les conséquences de la loi

Defferre sur la décentralisation, et il avait fait le constat que la proximité d'un élu local pouvait être un obstacle à la promotion des plus pauvres. Un des exemples choisis par Jean Tonglet est la création d'une cité de promotion familiale à Marseille. Chaque fois qu'un terrain était repéré pour réaliser la construction de cette cité, tous les comités de quartiers s'y opposaient. Lors de la rédaction du Livre blanc sur le sous-prolétariat en 1977, le père Wresinski s'est inscrit dans une réflexion sur le triptyque liberté, égalité, fraternité. Selon lui personne n'était jamais parvenu à penser véritablement le troisième. Selon les régimes, les dirigeants ont privilégié la liberté au détriment de l'égalité ou bien ont privilégié l'égalité et perdu la liberté.

Une personne de la salle revient sur l'importance de la parole et du savoir des pauvres sur leur propre situation. Elle évoque pour ce faire une anecdote. A Grenoble lors de l'organisation d'un colloque sur l'évaluation du RMI par l'Observatoire du social, le deuxième jour, un groupe de Rmistes est intervenu pour demander à s'exprimer. Les organisateurs n'ont pas du tout su comment réagir. Elle précise que tous ici sont conscients qu'une des forces d'ATD est d'entendre les pauvres et de donner la parole aux pauvres eux-mêmes. La question porte sur l'évaluation des dispositifs publics. Il est, selon elle, très difficile d'associer les pauvres eux-mêmes à cette phase de l'élaboration des politiques, on se réfère plus généralement à des sociologues et des statisticiens. Y a-t-il eu des expériences plus positives, dans lesquelles les bénéficiaires eux-mêmes ont pu être associés ?

D'après Jean-Michel Belorgey, l'évaluation n'a d'intérêt que si elle repose en partie sur ce qu'éprouvent les bénéficiaires. Lors de l'évaluation de la politique de la ville, c'est ce qui a été tenté. Il raconte qu'il a assisté à des scènes où des RMIstes intervenaient pour pointer du doigt les dysfonctionnements de cette politique, ce qui ne faisait pas plaisir aux organisateurs, qui les empêchaient de s'exprimer. Jean-Michel Belorgey faisait alors valoir qu'il était plus important de savoir ce qui ne fonctionnait pas. De même, aujourd'hui, dans les commissions d'insertion, notamment lorsqu'on suspend le RMI à des personnes qui « ne présentent pas bien », ce qui est dit par celles-ci pour leur défense n'intéresse pratiquement personne, et certainement pas la plupart des juges sociaux du RMI. Quand on lit les procès-verbaux des auditions, on s'aperçoit qu'on ne tient aucun compte de la parole des personnes. Jean-Michel Belorgey conclut en remarquant que ce n'est pas seulement que ce que disent les plus pauvres n'intéressent personne, c'est que ces derniers sont pris dans une mécanique où ils ne peuvent jamais s'exprimer et la singularité de leurs expériences n'est jamais examinée. Enfin il remarque que si les « régulateurs » n'écoutent pas les « régulés », on ne peut pas dire que le système existant est une régulation.